

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3. — Etats-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VII.

No. 41.

Prix du numéro, 7 centins. — Annonces, la ligne, 5 centins.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 26 OCTOBRE 1876

Rédaction, Administration, Bureaux d'Abonnements et d'Annonces : Nos. 5 et 7, Rue Bleury, Montréal.—GEO. E. DESBARATS, Directeur-Gérant.

## SOMMAIRE

Revue Européenne, par P. C.—Nos gravures : L'investiture du Sultan Abd-ul-Hamid Hildji-Alai ; Le banquet de Saint-Jérôme ; Un comité Slave à Pétersbourg.—La patrie.—Les aventures du capitaine Hatteras, par Jules Verne (suite).—Sevrage des poulains, par H. Audrain.—Un mot sur le seizième siècle, par Edouard Huot.—Les solennités du centenaire.—Voleur, par E. de Béjan.—Enigmes, charades, problèmes, questions, etc.—Poésie : Le vieux château, par Eudore Evanturel.—Littérature canadienne : Le roi des étudiants, par Vincelas-Eugène Dick (suite).—Nouvelles générales.—La vaccination.—Economie domestique.—Faits divers.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail à Montréal.

GRAVURES : Russie : Bureau d'un comité Slave à Saint-Petersbourg ; Gravures qui accompagnent le texte des aventures du capitaine Hatteras ; Evénements d'Orient : cérémonies d'investiture du Sultan Abd-ul-Hamid ; Inauguration du chemin de fer Q. M. O. et D., de Montréal à Saint-Jérôme : le banquet donné par les citoyens de Saint-Jérôme.

## REVUE EUROPEENNE

Depuis notre dernière revue, les affaires de l'Orient se sont encore embrouillées davantage. La position prise par l'Angleterre a été modifiée une couple de fois, celle de la Russie s'est dessinée davantage, et moins que jamais l'on ne sait ce que veut M. de Bismarck, ce sphinx plus mystérieux que tous ceux du musée du Louvre, cette incarnation diplomatique plus indéchiffrable que les incompréhensibles allégories de Cornélius ou de Kaulbach que l'on voit au musée de Berlin.

L'Angleterre veut et ne veut pas, la Russie veut et n'a pas osé jusqu'ici ; mais le moment est venu où toutes ces indéterminations doivent cesser. Les contradictions et les absurdités ne peuvent pas toujours durer comme dans un rêve. Y en a-t-il assez de ces contradictions et de ces absurdités, sans compter celles que nous devons de temps à autres aux lègues du télégraphe ?

Il y a une suspension d'hostilités, et tout le temps les Monténégrins battent les Turcs, et les Turcs battent les Serbes.

L'Angleterre veut protéger les chrétiens, sa population prodigue les assemblées, les discours, les adresses, et tout le temps c'est le Turc qui profite par sa diplomatie. Si quelqu'un en dehors d'elle veut dire comme elle, ou agir dans le sens de ses sympathies, elle se fâche et dit que ce n'est point comme cela qu'elle l'entend ; qu'elle et la France—qui ne s'en soucie guère—doivent seules garder l'entrée du Bosphore. L'Autriche s'entend un jour avec la Russie, le lendemain avec l'Angleterre. Le sultan et son conseil veulent tout ce que veulent les puissances ; mais au moment où l'on doit s'entendre et terminer, rien ne se signe.

L'Autriche, l'Allemagne, l'Angleterre envoient des protocoles à la Russie ; et celle-ci envoie des cosaques à la Serbie, ce qui est, en fin de compte, le plus clair de la situation. Avec cela, Alexinatz n'est ni pris, ni évacué, comme on l'avait annoncé : l'hiver arrive avec les cosaques, et mieux que les puissances, il saura dicter un armistice, sans s'occuper qu'on le signe ou non.

Pour le public anglais, pour les hommes qui font de la politique, soit comme profession, soit en amateurs, jamais pareille bonne fortune n'était arrivée à la suite d'une session du parlement. Lord John Russell a vu venir une crise ; en chef habile, il a voulu l'exploiter. M. Gladstone s'en est donné à cœur-joie. La Bulgarie a détourné son attention de la cour de Rome ; le Pape peut respirer tandis que ce chevalier errant de la presse et de la tribune a

le Sultan sous la main. C'est vers ce dernier qu'il dirige maintenant ses coups d'estoc et de taille, sous la forme de brochures et de discours.

Il faut le dire, les atrocités mises au jour récemment ont produit d'autant plus d'effet que l'on avait paru vouloir les cacher ou les amoindrir. Mais le jeu politique est trop évident : la bonne foi, d'abord surprise, se demande s'il doit se continuer aux dépens des intérêts de l'Angleterre en Orient, surtout lorsqu'il n'a eu jusqu'ici d'autre effet que d'enhardir la Russie et la Serbie, et d'empêcher un armistice que l'on a fait tout au monde pour obtenir. Il ne serait donc point surprenant que l'Angleterre en revint bien vite à son rôle de puissance musulmane, qu'un mouvement habile de la part de l'opposition, mais généreux de la part du peuple, lui avait fait un peu oublier depuis quelques semaines.

Constantinople, Suez, l'Inde sont toujours les grandes préoccupations de son gouvernement et de sa diplomatie ; elle semble attendre beaucoup de la proclamation du titre impérial, qui doit se faire à Delhi, le premier janvier. Un *dunbar* ou cour plénière, comme on aurait dit au moyen âge, doit se tenir pour cette grande solennité ; le vice-roi, ou plutôt le vice-empereur, y paraîtra entouré des grands feudataires de la couronne et des gouverneurs des provinces. Heureux pays où une pareille fête pourra se faire en plein air à cette époque de l'année ! Il y aura un dais pour chaque petit roi entouré de sa cour. Ce que l'on y verra de diamants, de perles et de pierres précieuses, d'armes de toute espèce fabuleusement ornées et travaillées, de chevaux richement caparonnés, d'éléphants non moins splendidement vêtus, sera sans doute digne d'une page des *Mille et une nuits*, et fera pendant au moins deux mois les délices de la presse anglaise, au commencement de l'année prochaine.

Lord Lytton, le nouveau vice-roi, qui, ainsi que lord Beaconsfield, lord Derby, M. Gladstone et beaucoup d'autres hommes d'état d'Angleterre, est un littérateur du plus grand mérite, pourra y trouver le thème d'un magnifique premier chapitre de roman, ou le premier chant d'un poème dans le genre du *Lallah Rook* de Moore, à moins donc, comme l'on a dit au sujet de ce dernier ouvrage et des romans indiens de Méry, que la première condition pour bien décrire un pays, ne soit de n'y être jamais allé.

En attendant, lord Lytton a bien failli ne jamais pouvoir contempler toutes ces splendeurs, étant tombé avec son cheval dans un précipice d'une centaine de pieds, chute qui, par une sorte de prodige, n'a eu pour lui aucune suite sérieuse. Mais comme le remarque malicieusement un journal de Londres, le vice-roi vient de s'aventurer dans un casse-cou d'un autre genre, et peut être aussi redoutable, en soulevant contre lui tout le monde officiel et toute la presse anglo-hindoustan. Mal en prit, il y a quelques années, à notre ancien et bien-aimé gouverneur-général, lord Elgin, d'avoir froissé les sentiments de l'orgueilleuse oligarchie de Bombay et de Calcutta. Les circonstances ont quelque ressemblance, malgré que l'on puisse trouver que lord Lytton a été tant soit peu inconstitutionnel, et en apparence despotique, ce que l'on ne pouvait reprocher à lord Elgin. Celui-ci avait simplement refusé la grâce du maître coupable dans l'af-

faire dont il s'agissait ; le vice-roi d'aujourd'hui à suspendu de ses fonctions un magistrat local, qui n'avait infligé qu'une trop légère pénalité, et vertement censuré la haute cour pour avoir confirmé le jugement. Le coupable était un de ces maîtres européens qui se croient tout permis à l'égard de leurs domestiques hindous. Le *groom* de ce monsieur ne s'était pas présenté à l'heure voulue pour le conduire à l'église, un dimanche. Le personnage n'avait point *failli attendre* comme Louis XIV autrefois, il avait attendu en réalité un bon quart-d'heure. Transporté de colère, il battit son serviteur à la figure, et partit ensuite pour son église, allant sans doute, comme le pharisien de l'évangile, rendre grâce à Dieu de ce qu'il était un peu meilleur que les autres hommes. Le pauvre hindou s'était sauvé dans un champ, où il mourut après quelques heures. Le magistrat ne trouva point le maître coupable d'homicide, mais seulement : "d'avoir fait un mal sérieux à quel qu'un." La phraséologie technique est quelquefois naïve ; celle-ci l'était beaucoup et cruelle par-dessus le marché. Le maître ne fut condamné qu'à une amende de quelques roupies, qui furent payées à la veuve, comme compensation pour la mort de son mari. La haute cour, à qui lord Lytton avait ordonné de faire une enquête, déclara qu'elle aurait probablement rendu une sentence plus sévère, mais qu'elle ne voyait point de bien sérieuse objection à celle qui avait été donnée. Ce que les journaux de l'Inde ont trouvé de mieux à dire pour justifier cet étrange verdict, c'est que d'abord le *groom* avait une maladie de la rate, commune dans ces contrées, et qui peut rendre le moindre choc fatal ; et que, de plus, on ne pourrait plus tenir maison dans le pays, si l'on n'avait la permission de battre ses domestiques.

La *Pall Mall Gazette*, qui rapporte cette histoire, fait observer, avec raison, que si le maître connaissait la maladie de son serviteur, il était tout simplement coupable de meurtre ; que s'il ne la connaissait pas, il n'en était que plus dangereux de permettre de battre de pauvres gens que le moindre choc peut tuer. C'est tout simplement, ajoute-t-elle, établir la peine capitale dans chaque foyer, et la puissance domestique ne nous paraît avoir besoin nulle part d'une pareille sanction.

Dans tous les cas, s'il a encouru le déplaisir des magnats anglais de l'Inde, s'il a même outrepassé les bornes de son autorité, lord Lytton, comme naguère lord Elgin, nous paraît avoir bien mérité de l'humanité. Ce sera notre excuse pour cette digression.

Revenus en Europe, nous trouvons la France en somme plus tranquille dans la vacance des Chambres que ne l'est l'Angleterre. Les principaux personnages politiques s'y livrent, comme c'est aujourd'hui la mode partout, à des pérégrinations officielles ou quasi-officielles ; M. de Marcère, le nouveau ministre de l'intérieur, avec un de ses collègues natif comme lui de Domfront, est allé visiter ses concitoyens. Heureuse petite ville qui a donné le jour à deux ministres de la république ; heureux ministres qui sont encore prophètes dans leur pays après l'avoir été ailleurs ! Il y a sans dire que pour les Domfrontois, tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques possibles, et que les deux ministres, qui ont vanté les douceurs du nouveau régime, n'ont eu

que des auditeurs convaincus. M. de Mun, que la catholique Bretagne vient d'élire pour la troisième fois, est allé en pèlerinage à Fourvières, où d'anciens camarades lui ont offert un déjeuner. Le commandant de la Tour du Pin est accusé d'avoir dit, dans cette circonstance, qu'en fait de chefs il n'en connaissait qu'un, le chef infailible de l'Eglise, ce qui serait certainement plus religieux que militaire.

Enfin, le maréchal MacMahon, qui ne sera probablement point jaloux de ce propos, parcourt aussi lui les provinces. Il est allé d'abord à Lyon, où la république démocratique et sociale a fait des siennes bien malgré M. Gambetta, qui ne peut parvenir à discipliner le troupeau qu'il s'est donné la mission de conduire et où il y a plus de loups que de moutons. Le conseil municipal a prétexté une question d'étiquette pour se retirer d'une démonstration organisée en faveur du maréchal, et l'on a proféré en certains endroits des cris séditieux. Doit-on, après cela, se scandaliser aussi fort qu'on l'a fait de ce que l'évêque de Nevers ait cru devoir féliciter publiquement un général français renommé par son courage, de "savoir marcher contre l'ennemi du dedans ?" N'est-ce pas pour avoir su marcher contre cet ennemi et le dompter au moment le plus critique que le maréchal MacMahon est aujourd'hui en butte à des manifestations hostiles et maladroitement, qui font le désespoir des vrais amis de la république ?

Le Président a dû trouver une compensation à ces petits déboires dans la visite qu'il a faite de plusieurs camps où les manœuvres de l'armée et des réserves ont fait voir que la France se relevait de ses désastres au point de vue militaire tout aussi bien qu'au point de vue financier. Nous empruntons les détails qui suivent sur la réorganisation de la défense nationale à une des dernières lettres de M. Gaillardet au *Courrier des Etats-Unis* :

Encore deux années de paix, dit-il, et notre réorganisation militaire sera achevée et notre système de défense sera complété. Les forts qui doivent protéger les approches de Belfort et celles de Paris sont presque tous achevés. On va commencer à les armer d'une artillerie à longue portée. Les manœuvres de nos réservistes et de nos quatre grands corps d'armée, qui ont lieu simultanément avec les manœuvres des corps de l'armée allemande, ont été très-satisfaisantes. De même que des officiers français assistent aux manœuvres qui ont lieu sous les yeux de l'empereur Guillaume, de même des officiers allemands, suisses, anglais, italiens assistent aux manœuvres inspectées par le maréchal MacMahon. Les rapports qu'ils ont adressés à leurs gouvernements et à leurs journaux s'accordent pour constater la bonne tenue de nos troupes, de nos troupes de lignes principalement. Sur ce point, l'éloge est unanime. Il n'est fait de réserve que pour notre cavalerie, qui est encore loin d'égaliser celle de l'Allemagne pour les manœuvres d'ensemble. Cela tient à ce qu'il faut de longs mois pour former de bons cavaliers, et que nos réservistes n'ont eu que 28 jours pour acquérir un peu d'assiette et être mis au courant de la théorie nouvelle. Mais les manœuvres qui ont trait aux reconnaissances, aux pointes audacieuses en avant, en un mot, tout ce qui laisse quelque chose à l'initiative des chefs inférieurs, n'a rien laissé à désirer. Notre artillerie a été refondue en entier. Son matériel, construit d'après les modèles les plus perfectionnés, n'a pas de supérieur en Europe. Son personnel est digne de la confiance que le pays a placée en lui ; il est en état de supporter la comparaison avec celui de toutes les autres nations, malgré la rapidité de sa composition, qui se perfectionnera encore avec le temps. "Qu'on travaille encore comme on a travaillé jusqu'à ce jour, dit un juge compétent, et l'an prochain, sans chercher noise à personne, nous pourrions nous sentir au moins les maîtres chez nous."